

FORUM MONDIAL SUR
**LA TRANSPARENCE ET L'ÉCHANGE DE
RENSEIGNEMENTS À DES FINES FISCALES**

Réunion plénière du Forum mondial 2020

9-11 décembre 2020 - Visioconférence

Récapitulatif des conclusions

Réunion plénière 2020 du Forum mondial : 9-11 décembre 2020

1. Du 9 au 11 décembre 2020, le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales (le Forum mondial) a tenu sa réunion plénière 2020, de manière virtuelle. Plus de 800 participants de près de 140 juridictions, 11 organisations internationales et groupes régionaux y ont participé, ainsi que des ministres et des représentants de la communauté universitaire, de la société civile et des médias. Cette participation importante et de haut niveau reflète la volonté constante de la communauté internationale de travailler ensemble pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, sans se laisser décourager par les défis imposés par la pandémie de COVID-19. Cela prouve également que le travail du Forum mondial visant à renforcer la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales contribue à une mobilisation croissante des ressources nationales en ces temps difficiles.

2. **En 2020, le Forum mondial a mené à bien ses activités de surveillance, d'examen par les pairs et de renforcement des capacités**, qui ont été adaptées lorsque c'était nécessaire pour faire face à la pandémie de COVID-19. Au cœur des travaux du Forum mondial cette année, les examens par les pairs des cadres juridiques mettant en œuvre la norme d'échange automatique de renseignements (EAR) ont été achevés et publiés comme prévu. Les résultats de ces évaluations par les pairs font état d'un niveau élevé de mise en œuvre.

3. **Le nombre de membres du Forum mondial n'a cessé d'augmenter en 2020, pour atteindre 161 membres.** Depuis la réunion plénière 2019, le Forum mondial a accueilli trois nouveaux membres : le Mali, le Viet Nam et les Palaos. En outre, six autres pays¹ ont signé la Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, ce qui porte à 141 le nombre total de juridictions participantes, et élargit encore le réseau mondial d'échange de renseignements en matière fiscale, avec plus de 9 700 relations d'échange.

4. **Au cours de la première journée de la réunion, diffusée en direct et accessible au public, les ministres et d'autres représentants de haut niveau ont discuté du rôle joué par la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales pendant et après la pandémie de COVID-19.** Ouverte par le Secrétaire général de l'OCDE, Angel GURRÍA, la réunion plénière 2020 du Forum mondial a débuté par un discours de Mme Nirmala SITHARAMAN, Ministre des Finances de l'Inde. Au cours de deux sessions de haut niveau, l'accent a été mis sur le rôle de la transparence et de l'échange de renseignements à des fins fiscales dans la promotion de l'équité des systèmes fiscaux et la mobilisation des recettes nationales. Ces sessions ont bénéficié des points de vue de représentants d'organisations internationales, de la société civile, des milieux universitaires et de représentants politiques. Le Secrétariat a présenté la nouvelle stratégie de renforcement des capacités. Certains pays ont fait part de leur expérience en matière d'assistance technique au Forum mondial. En outre, certains donateurs ont discuté de la pertinence de ce programme et ont exprimé leur engagement à continuer de le soutenir.

5. Le deuxième jour de la réunion, les discussions se sont concentrées sur la façon dont le Forum mondial et ses membres ont poursuivi leurs activités d'échange de renseignements lors de la pandémie de COVID-19. Des intervenants de haut niveau ont partagé leur expérience de la gestion de la pandémie de COVID-19 et les leçons apprises pour l'avenir. Le Secrétariat du Forum mondial a présenté les résultats positifs de l'enquête 2020 du Forum mondial. Des intervenants de haut niveau ont présenté leur expérience pratique sur l'utilisation efficace des outils d'échange de renseignements et l'importance des examens par les pairs du Forum mondial pour faire passer les réformes nationales et apporter d'autres changements

¹ Botswana, Eswatini, Jordanie, Namibie, Thaïlande et Togo.

pratiques pour une meilleure coopération. La dernière session s'est concentrée sur les défis liés à la mise en œuvre des exigences en matière de bénéficiaire effectif. Le troisième jour a permis d'informer les membres sur ce qui a été réalisé cette année, d'approuver des documents et de discuter de l'avenir.

6. Reconnaissant les circonstances particulières découlant de la crise de COVID-19, **les délégués ont souligné l'importance de la transparence et de l'échange de renseignements à des fins fiscales pour lutter contre l'évasion fiscale et aider les gouvernements du monde entier à renforcer la mobilisation des ressources nationales**. Ils ont appelé à la poursuite des progrès dans la mise en œuvre des normes de transparence et d'échange de renseignements.

Échange automatique de renseignements (EAR)

7. **Les délégués ont salué les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la norme d'échange automatique de renseignements (EAR)**, y compris l'augmentation des relations bilatérales, désormais au nombre de 7 000, favorisant ainsi l'échange de renseignements sur les comptes financiers à l'étranger détenus par des millions de contribuables dans le monde. Ils ont salué le haut niveau de conformité démontré par les évaluations par les pairs des cadres juridiques de l'EAR dans les 100 juridictions qui se s'étaient engagées à échanger des renseignements à partir de 2017 ou 2018. En effet, les cadres juridiques de 88 % de ces juridictions ont reçu l'évaluation « en place » ou « en place, mais doit être amélioré ». De plus amples informations sur la mise en œuvre et l'évaluation sont disponibles dans le rapport d'examen de l'EAR 2020. Les délégués ont également adopté des modifications à la méthodologie des évaluations sur la confidentialité, afin de s'assurer que cette confidentialité soit maintenue pendant la pandémie COVID-19.

Échange de renseignements sur demande (ERD)

8. **Les délégués ont reconnu les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la norme sur la transparence et l'échange de renseignements sur demande (ERD)** via la publication de rapports sur 20 juridictions en 2020, portant le total des juridictions examinées à 81 dans le cadre du deuxième cycle d'évaluations par les pairs de l'ERD. Ils ont apporté des changements à la méthodologie de l'ERD pour, entre autres, renforcer le processus de suivi visant à garantir le maintien de règles du jeu équitables après l'achèvement des évaluations, et pour s'adapter aux circonstances de la pandémie de COVID-19.

Renforcement des capacités

9. **Les délégués ont réaffirmé l'importance du travail de renforcement des capacités par le Forum mondial pour que les pays en développement puissent bénéficier pleinement des normes de transparence et d'échange de renseignements**. En 2020, le travail de renforcement des capacités du Forum mondial s'est développé, atteignant 68 juridictions, dont 59 pays en développement. Ce travail a été rapidement adapté à l'environnement virtuel avec la mise en place de nouveaux modules de formation, suivis par près de 6 800 fonctionnaires en 2020, et de boîtes à outils fournissant des conseils pratiques sur différents sujets.

10. Les délégués ont également salué les progrès réalisés dans le cadre de l'Initiative pour l'Afrique et de la déclaration de Punta del Este, ainsi que le lancement de la nouvelle Initiative Pacifique² et ont apprécié la stratégie de renforcement des capacités pour 2021. Les délégués ont également remercié les

² L'Initiative Pacifique a été lancée en octobre 2020 en coopération avec la Banque Asiatique de Développement (BAD ou ADB en anglais), l'Association des administrateurs fiscaux des îles du Pacifique (PITAA), l'OCDE, le Groupe de la Banque mondiale (GBM ou WBG en anglais), l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

donateurs pour leur soutien, ainsi que les organisations internationales et les partenaires régionaux pour leur coopération efficace.

À venir

11. **Alors que les gouvernements sont confrontés à des défis sociaux et économiques sur le chemin de la reprise économique, le Forum mondial continuera de soutenir ses membres pendant cette période.** Pour assurer une coopération internationale efficace, il faut constamment améliorer la mise en œuvre effective des normes de transparence et d'échange de renseignements afin de relever les défis restants et à venir.

12. Afin de soutenir l'exécution efficace du mandat du Forum mondial, un nouveau Groupe d'action sur les risques a été créée, dont la mission est d'identifier les risques possibles pour la mise en œuvre des normes de transparence et d'échange de renseignements.

13. Enfin, le Forum mondial a réitéré son engagement à faire progresser le programme de coopération fiscale internationale, basé sur des règles de jeu équitables, qui a été au cœur de son succès.

14. La liste des membres et observateurs du Forum mondial participants se trouve à l'annexe A.

Annexe A. Liste des participants (membres et observateurs uniquement) à la réunion plénière du Forum mondial (9-11 décembre 2020)*

* En cours de finalisation

Listes des membres représentés

Albanie, Andorre, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bermudes, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, îles Vierges britanniques, Bulgarie, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Canada, îles Caïmanes, Chili, Chine (République populaire de), Colombie, îles Cook, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Chypre, République tchèque, Danemark, Dominique, République dominicaine, Équateur, Égypte, El Salvador, Estonie, Eswatini, îles Féroé, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Allemagne, Gibraltar, Grèce, Groenland, Grenade, Guatemala, Guernesey, Guyana, Haïti, Honduras, Hong Kong (Chine), Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Irlande, île de Man, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jersey, Jordan, Kenya, Royaume du Lesotho, Corée, Koweït, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, îles Marshall, Maurice, Mexique, Moldova, Monaco, Montserrat, Maroc, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigeria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Fédération de Russie, Rwanda, Afrique du Sud, Arabie saoudite, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Samoa, Saint-Marin, Sénégal, Serbie, Seychelles, Singapour, République slovaque, Slovénie, Espagne, Suède, Suisse, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, Ukraine, Émirats arabes unis, Royaume-Uni, États-Unis d'Amérique, Uruguay.

Liste des observateurs (11)

Banque africaine de développement, Forum sur l'Administration Fiscale Africaine, Commission de l'Union africaine, Banque asiatique de développement, Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Banque de développement du Conseil de l'Europe, Centre inter-américain des administrations fiscales, Société financière internationale, Fonds monétaire international, Organisation intra-européenne des administrations fiscales, Groupe de la Banque mondiale.



<https://oe.cd/tax-transparency>



@OECDtax | #GFplenary2020



gftaxcooperation@oecd.org